

## Conseil des présidents européens de l'UIH à Bruxelles le 15 mars 2012

**Le conseil des présidents européens de l'UIH qui s'est tenu le 15 mars 2012 à Bruxelles a officiellement lancé le projet Stobra visant à harmoniser la profession d'huissier de justice et les procédures d'exécution en Europe.**

### L'avenir de la profession sur le plan européen et mondial

Étaient présentes les délégations européennes suivantes : Allemagne, Bulgarie, Belgique, Écosse, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Suède et Slovaquie. L'Algérie, la Canada, la Côte d'Ivoire et les USA étaient également représentés.

Leo Netten, président de l'UIH, a accueilli les délégations et les a remerciées de leur présence. Après avoir salué ses prédécesseurs, il a indiqué que l'UIH était, avec 71 membres, l'une des organisations juridiques internationales les plus importantes et les plus influentes au monde. Il a rappelé qu'en novembre 2011, lors du conseil permanent de l'UIH à Paris, les délégations ont exprimé leur volonté de développer une structure à vocation européenne en votant à l'unanimité pour qu'elle soit interne à l'UIH. Il a indiqué que l'UIH est présente partout mais que la profession était trop petite pour être divisée. Le président Netten a aussi rappelé qu'avec un budget de 450 000 euros, l'UIH avait organisé ou participé à 90 manifestations dans le monde en 2011. Puis le président de l'UIH a évoqué les actions récentes de l'UIH.

### ONU

L'UIH est membre depuis des années du Conseil économique et social de l'ONU. Elle participe à des réunions chaque année. L'UIH vient tout récemment d'intégrer la Cnudci.

### Conseil de l'Europe

Le président Netten a rappelé que, depuis plus de quinze ans, le Conseil de l'Europe fait régulièrement appel aux experts de l'UIH pour des missions de coopération dans ses pays membres. En général, ces missions sont financées ou cofinancées avec des fonds de la Commission européenne. Il a souligné que l'UIH a participé à des centaines de colloques partout en Europe.

L'UIH a été associée aux réformes qui ont abouti à la mise en place d'un huissier de justice libéral et indépendant dans de nombreux pays européens (dix des douze pays européens ayant rejoint l'Union européenne depuis 2004).

Le président Netten a également rappelé que l'UIH a été pionnière en matière d'appels d'offre de la Commission européenne en remportant fin 2004 un marché TACIS de 1.25 million d'euros en Azerbaïdjan. Ce projet, dirigé par Bernard Menut, 1er vice-président de l'UIH, a généré un bénéfice de 100 000 euros à l'UIH.

L'UIH est membre observateur de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice du Conseil de l'Europe (CEPEJ). Elle participe deux fois par an depuis sa création voici dix ans à ses réunions plénières. Des contacts très forts ont été noués. En 2009, Leo Netten a précisé qu'il avait personnellement participé au groupe de travail de la CEPEJ qui a rédigé les lignes directrices du Conseil de l'Europe du 17 décembre 2009 sur l'exécution. Ce document reflète fidèlement les positions de l'UIH sur le statut de l'huissier de justice et sur les procédures civiles d'exécution. Il reprend dans son intégralité le programme de pluridisciplinarité développé par l'UIH pendant le congrès de Washington en 2006. Le président Netten a exhorté les chefs de délégation à se prévaloir de ce texte qui représente, selon lui, l'avenir de la profession sur le plan européen et mondial.

La CEPEJ a requis l'aide de l'UIH il y a environ quinze jours pour répondre à une demande de renseignements de la Commission européenne sur l'exécution des décisions de justice en Europe et sur l'application des règlements européens. Ce questionnaire sera adressé aux chefs de délégations. Il illustre le fait qu'aujourd'hui, ce sont les institutions européennes qui se tournent vers l'UIH.

### Banque mondiale

Le président Netten a informé les chefs de délégation qu'en décembre 2011, lors de la dernière réu-

nion plénière de la CEPEJ, le premier secrétaire de l'UIH, Mathieu Chardon, a présenté aux membres de la CEPEJ le grand questionnaire de l'UIH sur la profession. La Banque mondiale était présente. Elle lui a aussitôt fait savoir qu'elle était très intéressée par le travail réalisé. Elle a reconnu qu'elle ne disposait d'aucun renseignement et d'aucune statistique sur l'exécution des décisions de justice et sur la profession d'huissier de justice. L'UIH est désormais en contact direct avec la Banque mondiale, au plus haut niveau. La Banque mondiale vient de créer le Forum mondial sur la justice, le droit et le développement. Elle a demandé à l'UIH de s'occuper du volet exécution. Le président Netten a indiqué qu'il s'agissait d'une immense victoire que l'on devait au travail collectif, à la politique et à l'unité de l'UIH.

### Conférence de La Haye de droit international privé

Le président Netten a dit que l'UIH et la Conférence de La Haye ont souhaité unir leurs efforts dans des projets communs. Il a informé les participants que l'UIH allait participer à un appel à proposition de la Commission européenne avec la Conférence de La Haye sur les obligations alimentaires.

### Commission européenne

La Commission européenne fait partie des institutions avec laquelle les relations se sont développées depuis de nombreuses années.

S'agissant du Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale (RJE), le président Netten a souligné qu'il était présent à Bruxelles lors de son inauguration en 2002. Il a rappelé que l'UIH a œuvré activement pour que les professions juridiques et judiciaires soient intégrées au RJE.

L'UIH a été invitée à participer à la réunion du RJE des 9 et 10 février 2012. Pour la première fois, la notification postale des actes a été critiquée par plusieurs membres du RJE. Cette prise de conscience fait écho au rapport en cours d'élaboration présenté par la société Mainstrat. Le président Netten a salué Mathieu Chardon qui était présent pour le compte de l'UIH et qui n'a pas manqué d'intervenir pour défendre la position des huissiers de justice européens et souligner les défauts de la notification postale.

En matière de formation, après la création de l'Ufohja pour l'Afrique il y a 10 ans, l'UIH a créé avec l'École nationale de procédure de Paris et la Chambre nationale des huissiers de justice de France les journées de formation des huissiers de

justice européens. La 5<sup>e</sup> édition se déroulera le 16 mars. Leo Netten a précisé que la profession d'huissier de justice est la seule à organiser une manifestation de cette nature, qui est la résultante concrète de la politique de formation de l'UIHJ.

S'agissant de la saisie européenne des avoirs bancaires, deux experts de l'UIHJ ont intégré le groupe de travail de la Commission européenne, dont le vice-président de l'UIHJ, Roger Dujardin.

### Conseil de l'Union européenne

En septembre 2010, le président rappelle qu'il s'est rendu à Bruxelles à l'invitation du Conseil de l'Union européenne pour discuter des possibilités de collaboration entre l'UIHJ et les institutions européennes en matière d'e-Justice. Lors de cette réunion, M. Paulino Pereira, président du groupe informatique juridique du Conseil, a demandé à l'UIHJ de mettre en place un annuaire de la profession d'huissier de justice pour le site du portail européen. La Chambre nationale française étant déjà en charge du projet EJE avec neuf pays européens, l'UIHJ l'a chargé de faire le nécessaire pour les autres pays.

### European Law Institute

Leo Netten a indiqué que l'UIHJ est membre fondateur de l'European Law Institute. Il s'est rendu le 18 février à Vienne avec la secrétaire général de l'UIHJ, Françoise Andrieux, au siège d'ELI pour une réunion de travail. Il y avait des représentants de la Commission européenne, du Conseil de l'Europe, de la Banque mondiale, de l'American Law Institute ainsi que de l'American Bar Association. ELI s'est déclarée très intéressée par l'exécution des décisions de justice. Elle a demandé à l'UIHJ de proposer des programmes concernant l'exécution des décisions de justice.

### Cinq projets pour l'Europe

Puis, le président de l'UIHJ a souligné que le fait que l'UIHJ est une organisation internationale et non simplement européenne est considéré comme un atout. Il a ensuite évoqué la base de données constituée par le Grand questionnaire de l'UIHJ. Ce questionnaire a suscité un très vif intérêt de la part des institutions et les organisations internationales. Le président Netten a indiqué ensuite qu'il allait proposer à toutes les délégations de prendre une part très active à tous les travaux de l'UIHJ, au travers du projet Stobra qui va aller être exposé. En effet, lors du conseil permanent de novembre,

les pays ont voté à l'unanimité pour le développement d'une structure européenne interne à l'UIHJ, au travers du Conseil des présidents européens et du projet Stobra.

Le président de l'UIHJ a terminé son intervention en indiquant que l'UIHJ dispose d'un site Internet, d'un magazine, d'une revue scientifique, d'un secrétariat, d'un conseil scientifique composé de professeurs de droit de renommée internationale et d'un Institut de droit international privé et de droit de l'exécution. Des position papers sur tous les sujets qui concernent la profession sont diffusés. L'UIHJ travaille sans relâche au développement de la profession sur le plan mondial. Elle inspire la confiance. Elle mène une politique de développement et d'actions clairement définie par le congrès international.

Appelant tous les pays à l'unité, le président a invité les délégations à poursuivre tous ensemble la voie de l'UIHJ.

Pour autant, Jean-Daniel Lachkar, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France, a fait part de sa volonté et celle de son bureau de créer une structure européenne des huissiers de justice autonome à l'UIHJ. Puis il a quitté la salle.

Les pays présents ont aussitôt renouvelé leur soutien au président Netten et les travaux ont pris place.

Roger Dujardin a présenté le projet Stobra. Il est revenu sur les Lignes directrices de la CEPEJ, qui sont très importantes pour la profession d'huissier de justice. On y voit se dessiner les contours d'une standardisation de la profession au niveau européen et mondial. Il a rappelé que le bureau de l'UIHJ avait présenté le projet Stobra pendant le Conseil permanent de novembre.

Le projet STOBRA (acronyme symbolisant l'axe Nord-Sud européen : STOCKHOLM, BRUXELLES, ATHÈNES) a pour objet de répondre à cet objectif d'harmonisation de la profession d'huissier de justice et des procédures d'exécution en Europe. Il est proposé qu'il soit créé au sein de l'UIHJ la Commission Stobra. Cette commission est constituée par le chef de délégation de chaque pays européen membre de l'UIHJ ou par un représentant qu'il désigne. La Commission Stobra est présidée par le président de l'UIHJ ou par la personne qu'il désigne. Le bureau de l'UIHJ peut désigner des représentants pour participer aux projets de la Commission Stobra. Les projets proposés par la

Commission Stobra sont validés par le bureau de l'UIHJ. Les projets de la Commission Stobra sont en principe créés pour une durée de trois années correspondant à une mandature de l'UIHJ. La Commission Stobra est assistée par le secrétariat de l'UIHJ.

La Commission Stobra a pour objet de :

- Se réunir en conseil européen des présidents de l'UIHJ
- Identifier les domaines d'intervention pertinents de Stobra
- Proposer des actions dont l'objet est d'harmoniser la profession d'huissier de justice et les procédures d'exécution telles que visées dans les Lignes directrices du Conseil de l'Europe du 17 décembre 2009, lesquelles sont validées par le bureau de l'UIHJ, le conseil permanent et le congrès de l'UIHJ
- Mettre en œuvre les actions qui ont été décidées
- Assurer le suivi des travaux
- Rédiger des rapports sur l'état d'avancement des travaux
- Rendre des comptes de ses actions au bureau de l'UIHJ, notamment à l'occasion des conseils européens des présidents, des conseils permanents et des congrès internationaux

Cinq projets ont été présentés :

- Harmoniser la procédure de saisie immobilière en Europe
- Harmoniser la signification et la notification des actes en matière civile et commerciale dans l'Union européenne
- Favoriser et harmoniser la transparence patrimoniale en Europe
- Harmoniser la constitution de la preuve en Europe par le constat d'huissier de justice
- Harmoniser la formation des huissiers de justice en Europe

Chaque groupe de travail est constitué pour une durée de trois ans, correspondant à une mandature du bureau de l'UIHJ. Chaque groupe de travail est entouré de membres du Conseil scientifique de l'UIHJ. Il est également entouré des organismes de formation spécialisés dans la formation professionnelle des huissiers de justice, de leurs stagiaires et de leurs employés. Il a à sa disposition le secrétariat de l'UIHJ.

Les différents UIHJ-Euros sont invités à participer aux travaux. Les institutions et organisations euro-



De G. à D. : Roger Dujardin, vice-président de l'UIHJ, Leo Netten, président de l'UIHJ, Bernard Menut, 1<sup>er</sup> vice-président de l'UIHJ  
From L. to R.: Roger Dujardin, Vice-President de l'UIHJ, Leo Netten, President de l'UIHJ, Bernard Menut, First Vice-President de l'UIHJ

péennes sont invitées à participer aux travaux. Des conférences et ateliers régionaux sont organisés dans les pays, notamment dans le cadre des réunions UIHJ-Euros.

## Une nouvelle étape décisive dans l'histoire de l'UIHJ

Le projet Stobra est simple, peu coûteux et paraît très prometteur. Il permet de conjuguer travaux scientifiques et actions de communication. Il met en valeur les pays. Il assure la participation et l'implication du plus grand nombre. Parce qu'il est concret, le projet est très motivant. Il s'agit sans doute du meilleur moyen d'assurer la promotion de nos idées et d'ancrer dans la réalité les buts qui figurent dans les statuts de l'UIHJ : l'élévation de la profession d'huissier de justice.

Puis Adrian Stoica, membre du bureau de l'UIHJ, a brillamment présenté les travaux qu'il a réalisés dans le cadre de sa thèse sur la saisie immobilière en Europe. Au cours d'une conférence passionnante et très détaillée, il a démontré toute l'étendue de ses connaissances et de ses compétences.

Jos Uitdehaag, 1<sup>er</sup> questeur de l'UIHJ, a ensuite évoqué les dernières évolutions du projet de saisie européenne des avoirs bancaires.

Bernard Menut a expliqué que les standards européens de la profession sont ceux du Conseil de l'Europe et non ceux de l'Union européenne. La notion d'Europe est plus large que celle de l'Union européenne. Un projet financé par l'UE est réalisé entre l'UE et un partenaire. A la fin du projet, s'il y a un autre financement, il concerne un nouveau contrat. Ce nouveau n'est pas forcément attribué au premier partenaire. L'UE ne finance jamais une institution mais un projet. Si le projet est fait avec plusieurs partenaires, il a des chances de réussir. Il faut toujours s'associer. L'UIHJ est en partenariat dans plusieurs projets avec des partenaires très différents. Sur le plan technique, toutes les idées

sont bonnes à prendre, avec tous ceux qui ont des moyens, humains ou intellectuels. Si l'on veut avoir une vision politique et peser sur la Communauté européenne au sens large - qui n'est pas limitée à vingt-sept - il faut avancer avec une organisation qui soit large. C'est le caractère mondial qui importe. En matière d'institutions européennes, l'UE est membre du Conseil de l'Europe. Il y a un représentant de l'UE dans les réunions de la CEPEJ et du Conseil de l'Europe. La CEPEJ est un laboratoire intellectuel où l'on vient chercher des idées. Demain, l'UE comportera 28 pays et plus. Ces pays se trouvent actuellement dans le Conseil de l'Europe. L'UE est une organisation régionale au sein de l'Europe. Il faut avoir une vision plus large que celle de l'UE.

Il ressort de l'ensemble des discussions que l'UIHJ vient de franchir une nouvelle étape décisive dans son histoire. Le projet Stobra va lui permettre de présenter des projets concrets, efficaces et qui pèseront. Ce n'est qu'ensemble que ces projets se réaliseront. La force de l'UIHJ réside dans son unité et sa solidarité. Les pays européens sont les premiers à bénéficier du poids politique de l'UIHJ en raison de son caractère international. Les représentants des délégations qui ont assisté à l'ensemble des travaux ont manifesté leur soutien à ce projet et leur attachement à ce qu'il n'y ait qu'une seule organisation qui représente la profession sur le plan européen et mondial.

Une feuille de route relative à la mise en œuvre du projet sera prochainement adressée à chacun des pays membres du projet Stobra.

Leo Netten a clos cette réunion fondatrice en adressant ses remerciements à tous les pays présents pour leur soutien sans faille et leur volonté de s'impliquer dans le projet Stobra. Il n'a pas manqué de saluer la parfaite organisation de la journée, grâce à l'efficacité de notre confrère bruxellois Roland de Meerleer et de Luisa Lozano, secrétaire administrative de l'UIHJ.

## Council of the European President of the UIHJ in Brussels on 15 March 2012

The Council of the European Presidents of the UIHJ which Took Place on 15 March 2012 in Brussels Officially Launched the Stobra Project Aiming at Harmonizing the Profession of Judicial Officer and Enforcement Procedures in Europe.

### The future of the Profession at European and World Level

The following European delegations attended: Belgium, Bulgaria, France, Germany, Greece, Hungary, Italy, Luxembourg, The Netherlands, Poland, Portugal, Romania, Scotland, Slovakia, Spain and Sweden. Other non-European countries were also represented: Algeria, Canada, Ivory Coast and USA.

Leo Netten, president of the UIHJ, welcomed all delegations and thanked them for their presence. After having praised his predecessors, he said that the UIHJ, with 71 members, was one of the largest and most influential international legal organizations in the world. He recalled that in November 2011 during the permanent council of the UIHJ in Paris, delegations expressed their wish to develop a structure with a European emphasis by voting unanimously for it to be internal to the UIHJ. He said the UIHJ is everywhere but the profession was too small to be divided. President Netten also reminded that with a budget of 450,000 euros, the UIHJ had organized or participated in 90 events worldwide in 2011. Then the president of the UIHJ evoked the recent actions of the UIHJ.

### UN

The UIHJ is a member for many years of the Economic and Social Council of the UN. It participates in meetings each year. The UIHJ recently joined Uncitral.

### Council of Europe

President Netten recalled that, for over fifteen years, the Council of Europe regularly calls on the UIHJ experts for cooperation missions in its member countries. In general, these missions are financed or co-financed with European Commission funds. He stressed that the UIHJ attended hundreds of seminars all over Europe.

The UIHJ was associated with reforms that led to the establishment of a liberal and independent judicial officer in many European countries (ten of the twelve European countries that joined the EU since 2004).

President Netten also recalled that the UIHJ was a pioneer in tenders of the European Commission by winning late 2004 a TACIS project of 1.25 million euros in Azerbaijan. This project, led by Bernard Menut, first vice-president of the UIHJ, generated a profit of 100,000 euros to the UIHJ.

The UIHJ is an observer member of the European Commission on the Efficiency of Justice of the Council of Europe (CEPEJ). It participates twice a year since its inception ten years ago at its plenary meetings. Strong contacts are in place. In 2009, Leo Netten said he had personally participated in the working group that drafted the CEPEJ Guidelines of the Council of Europe of 17 December 2009 on enforcement. This document accurately reflects the positions of the UIHJ on the status of the judicial officer and on civil enforcement procedures. It includes the full multidisciplinary program developed by the UIHJ during the Washington congress in 2006. President Netten urged the heads of delegation to take advantage of this document, which contains he asserts, the future of the profession at European and global level.

The CEPEJ required the help of the UIHJ about fifteen days ago to respond to a request for information from the European Commission on the enforcement of court decisions in Europe and on the implementation of European regulations. This questionnaire will be sent to the heads of delegations. It illustrates the fact that today it is the European institutions that are turning to the UIHJ.

### World Bank

President Netten informed the heads of delegation that in December 2011, during the last plenary meeting of the CEPEJ, the first secretary of the UIHJ, Mathieu Chardon presented to members of the CEPEJ the Grand Questionnaire of the UIHJ on the profession. The World Bank was present. Its

representatives immediately made clear they were very interested in the work. They acknowledged that they had no information and no statistics on the execution of court decisions and on the profession of judicial officer. The UIHJ is now in direct contact with the World Bank, at the highest level. The World Bank has recently created the Global Forum on Justice, Law and Development. It asked the UIHJ to deal with the enforcement component. President Netten said it was a huge victory, that it was the result of collective work, politics and unity of the UIHJ.

### The Hague Conference on Private International Law

President Netten said that the UIHJ and the Hague Conference wished to work together on common projects. He informed the participants that the UIHJ would participate in a call for proposals from the European Commission with the Hague Conference on maintenance obligations.

### European Commission

The European Commission is one of the institutions with which relations have developed over many years. Regarding the European Judicial Network in civil and commercial matter (EJN), President Netten stressed he was present in Brussels when it was launched in 2002. He recalled that the UIHJ has been very active for the legal professions to incorporate the EJN.

The UIHJ was invited to attend the EJN meeting on 9 and 10 February 2012. For the first time, the postal service of documents has been criticized by several members of the EJN. This awareness reflects the report being prepared and presented by the MainStrat Company. President Netten mentioned that Mathieu Chardon who was present on behalf of the UIHJ did not fail to intervene to defend the position of the European judicial officers and highlight the shortcomings of the postal service.

In the field of training, after the creation of Ufohja for Africa 10 years ago, the UIHJ created with the National School of Procedure of Paris and the National Chamber of Judicial officers of the France the training days of European judicial officers. The fifth edition will take place on March 16. Leo Netten said that the profession of judicial officer is the only one to organize an event of this nature, which is the practical result of the training policy of the UIHJ. Regarding the European attachment of bank accounts, two UIHJ experts integrated the working

group of the European Commission, whose vice-president of the UIHJ, Roger Dujardin.

### Council of the European Union

In September 2010, the President recalled that he went to Brussels at the invitation of the Council of the European Union to discuss opportunities for collaboration between the UIHJ and European institutions on e-Justice. At this meeting, Mr Paulino Pereira, in charge of e-Justice, asked the UIHJ to set up a directory of the profession of judicial officer to the website of the European portal. The French National Chamber being already in charge of the EJE project with nine European countries, the UIHJ asked it to extend it to other countries.

### European Law Institute

Leo Netten said the UIHJ is a founding member of the European Law Institute. He travelled to Vienna on Feb. 18 with Secretary General of the UIHJ Françoise Andrieux to the headquarters of ELI for a work meeting. There were representatives from the European Commission, the Council of Europe, the World Bank, the American Law Institute and the American Bar Association. ELI has expressed great interest in the execution of court decisions. It asked the UIHJ to propose programs on the enforcement of court decisions.

### Five Projects for Europe

Then, president Netten stressed that the fact that the UIHJ is an international organization and not just European is considered an asset. He then referred to the database created by the Grand questionnaire of the UIHJ. This questionnaire has generated considerable interest from institutions and international organizations.

President Netten said he would then propose to all delegations to take an active part in all activities of the UIHJ, through the Stobra project which was going to be presented.

Indeed, during the Permanent council of the UIHJ, the countries voted unanimously for the establishment of the European structure proposed by the UIHJ through the Council of Presidents and the European Stobra Project.

The president of the UIHJ ended his speech by stating that the UIHJ has a website, a magazine, a scientific revue, a secretariat, a scientific council composed of law professors of international renown and an Institute of Private International Law and

Enforcement Law. Position papers on all topics concerning the profession are available. The UIHJ works tirelessly to develop the profession globally. It generates trust. It leads a development policy and actions clearly defined by the international congress. Calling on all countries to unity, the President invited all delegations to pursue together the path of the UIHJ.

However, Jean-Daniel Lachkar, President of the National Chamber of judicial officers of France mentioned his will and that of his board to create a European structure of judicial officers autonomous to the UIHJ. Then he left the room. The countries immediately ensured President Netten of their support and the works could begin.

Roger Dujardin presented the Stobra project. He recalled the CEPEJ Guidelines, which are very important to the profession of judicial officer. They deal with the outlines of standardization of the profession at European and global level. He mentioned that the board of the UIHJ had submitted the Stobra project during the Permanent Council in November. The STOBRA project (acronym symbolizing the North-South line of Europe: STOckholm, BRussels, Athens) is intended to meet this objective of harmonization of the profession of judicial officer and enforcement proceedings in Europe. The creation of the Stobra Commission is proposed within the UIHJ. This commission consists of the Head of Delegation of each European country member of the UIHJ or a designated representative. The Stobra Commission is chaired by the President of the UIHJ or his nominee. The board of the UIHJ may designate representatives to participate in projects of the Commission. The projects proposed by the Commission are validated by the board of the UIHJ. The projects of the Stobra Commission are normally created for a period of three years corresponding to a term of a bureau of the UIHJ. The Stobra Commission shall be assisted by the secretariat of the UIHJ.

The Stobra Commission aims to:

- Convening during European Councils of Presidents of the UIHJ
- Identify relevant areas of intervention of Stobra
- Propose actions aiming to harmonizing the profession of judicial officer and enforcement procedures as listed in the Guidelines of the Council of Europe of 17 December 2009, which are validated by the board of UIHJ, the Permanent Council and the Congress of the UIHJ

- Implement the actions that were decided
- Ensure the realization of the projects
- Prepare reports on the progress of work
- Be accountable for its actions to the board of the UIHJ, particularly during the European Councils of Presidents, permanent councils and congresses

Five projects were presented:

- Harmonizing enforcement procedure on immovable in Europe
- Harmonizing the service of documents in civil and commercial matter in the European Union
- Harmonizing and promoting the transparency of assets in Europe
- Harmonizing the setting of evidence in Europe through statements of facts carried out by judicial officers
- Harmonizing the training of judicial officers in Europe

Each working group is established for a period of three years, corresponding to a term of office of the board of the UIHJ.

Each working group is supported by members of the Scientific Council of the UIHJ. It is also supported by specialized training institutions in vocational training of judicial officers, their trainees and their employees. It has at its disposal the secretariat of the UIHJ.

The UIHJ-Euros are invited to participate. The European institutions and organizations are invited to participate. Conferences and regional workshops are organized in different countries, particularly in the context of UIHJ-Euros meetings.

## A New Decisive Step in the History of the UIHJ

The Stobra project is simple, inexpensive and very appealing. It combines scientific and communication activities. It showcases the countries. It ensures the participation and involvement of many. Because it is concrete, the project is very exciting. This is probably the best way to promote our ideas and to turn the goals mentioned in the statutes of the UIHJ into reality: the elevation of the profession of judicial officer.

Then Adrian Stoica, member of the board of the UIHJ, successfully presented the work he carried out as part of his thesis on the enforcement on immovable in Europe. During a lively and very detailed presentation, he demonstrated the extent of his knowledge and skills.

Jos Uitdehaag, First Quaestor of the UIHJ, then

outlined the latest developments of the proposed European attachment of bank accounts.

Bernard Menut explained that European standards of the profession are those of the Council of Europe and not those of the EU. The notion of Europe is larger than that of the EU. A project funded by the EU is made between the EU and a partner. At the end of the project, if there is another financing, it refers to a new contract. This again is not necessarily awarded to the first partner. The EU does not finance a project but an institution. If the project is done with several partners, it has a chance of succeeding. It is necessary not to work alone. The UIHJ is in partnership on several projects with various partners. Technically, all ideas are good to take, with all those who have human or intellectual means. Imposing a political vision and influence in the European Community at large - which is not limited to twenty-seven - requires moving forward with a broad organization. It is the global aspect that matters. In terms of European institutions, the EU is a member of the Council of Europe. There is an EU representative at meetings of the CEPEJ and the Council of Europe. Why? Because the CEPEJ is an intellectual laboratory where one comes to look for ideas. Tomorrow, the EU will involve 28 countries and more. These countries are currently in the Council of Europe. The EU is a regional organization in Europe. You need a broader vision than that of the EU.

It appears from all the discussions that the UIHJ has just reached a new milestone in its history. The Stobra project will allow the UIHJ to present actual projects that will matter and be effective. It is only together that these projects will be carried out. The strength of the UIHJ is rooted in its unity and solidarity. European countries are the first to benefit from the political weight of the UIHJ due to its international nature. The representatives of the delegations that attended all of the work have shown support for this project and their commitment that there is one organization that represents the profession on a European and global levels.

A roadmap on the implementation of the project will soon be sent to each member of the Stobra project.

Leo Netten closed this founding meeting by thanking all the countries present for their continued support and willingness to get involved in the Stobra project. He did not fail to acknowledge the excellent organization of the day, thanks to the efficiency of our colleague from Brussels Roland Meerleer and Luisa Lozano.